

Message de solidarité des organisations indépendantes de travailleurs d'Iran à l'attention des travailleurs, syndicats et organisations ouvrières de tous les pays du monde



Avec des salutations chaleureuses et fraternelles à toutes les organisations ouvrières ainsi qu'à l'ensemble des combattants pour l'émancipation de la classe ouvrière, réunis à Genève à l'occasion de la 114^e Conférence de l'Organisation internationale du Travail, nous saluons votre engagement.

Votre rassemblement souligne la nécessité de l'unité de classe des Travailleurs/euses du monde entier et rappelle une vérité fondamentale : l'émancipation de la classe ouvrière ne peut être que l'œuvre des Travailleurs/euses eux-mêmes.

Camarades Travailleurs/euses !

Le système capitaliste, dans son dérèglement et sa domination sans limites, en déclenchant des guerres régionales et en aggravant le risque d'une troisième guerre mondiale, cherche à poursuivre et à intensifier l'exploitation des Travailleurs/euses dans le monde entier, tout en faisant peser le lourd fardeau des crises du capitalisme sur les épaules des Travailleurs/euses et des classes laborieuses.

Un exemple concret des guerres du capitalisme est la « guerre de quarante jours » imposée aux Travailleurs/euses et aux masses populaires d'Iran. Il existe la possibilité de sa reprise sous différentes formes, que ce soit à court ou à long terme.

La « guerre de quarante jours » une guerre d'agression menée par l'impérialisme américain et le régime israélien afin de servir leurs objectifs de domination mondiale et régionale au Moyen-Orient. Cette guerre visait à renverser, affaiblir ou contraindre à la capitulation le régime de la République islamique, dans le but de neutraliser l'influence du panislamisme de ce régime et sa politique expansionniste régionale, au profit de l'impérialisme américain et du sionisme.

Ainsi, outre la volonté de domination de l'impérialisme américain et l'expansionnisme du régime israélien au Moyen-Orient, les politiques réactionnaires et antidémocratiques du régime de la République islamique, en particulier ses efforts pour étendre son influence politique et militaire dans la région, ont constitué l'un des facteurs ayant contribué à l'aggravation des tensions et des conflits régionaux, et ont facilité les politiques bellicistes des puissances agresseuses.

Sous la domination de la République islamique, la classe ouvrière iranienne subit depuis des années, à un degré devenu insupportable, les conséquences de ces crises. La structure politique du pouvoir capitaliste en Iran a privé les Travailleurs/euses et les masses laborieuses des droits humains les plus élémentaires et a entraîné une désintégration sociale.

La répression des Travailleurs/euses, des femmes, des étudiants et des intellectuels, ainsi que des militants des droits des minorités nationales, l'interdiction des activités des défenseurs des droits humains, l'instauration de l'oppression et de la censure, les coupures d'Internet et

l'isolement de l'information constituent les méthodes générales de gouvernance en Iran, mises en œuvre par des emprisonnements, des actes de torture et des exécutions répétées.

L'inflation, la pauvreté, la hausse du coût de la vie, le chômage, les licenciements et le faible niveau des salaires sont des réalités « légalisées » et couramment imposées aux Travailleurs/euses, à travers des lois inhumaines et anti-ouvrières adoptées par le Parlement et le gouvernement.

Toute contestation de la situation existante est considérée comme un crime, sous l'appellation d'« atteinte à la sécurité du pays ». Le droit d'organisation et de création de syndicats, ainsi que la lutte pour des lois fondamentales du travail, sont qualifiés par l'appareil judiciaire du système capitaliste de la République islamique de « guerre contre le régime », ce qui entraîne les sanctions les plus sévères, y compris la peine de mort.

La République islamique, en tant que membre de l'Organisation internationale du Travail, est tenue de respecter les conventions fondamentales de cette organisation, notamment celles relatives à la liberté syndicale et aux conventions collectives. Toutefois, ce régime n'a jamais respecté les décisions, conventions, recommandations et principes fondamentaux du droit du travail, et ne leur a accordé ni le moindre respect ni la moindre force contraignante.

Cependant, malgré les avertissements et les dénonciations des militants et des organisations ouvrières indépendantes d'Iran et du monde entier, des organismes liés au régime de la République islamique, tels que le « Haut Conseil islamique du travail », envoient leurs représentants à la conférence annuelle de l'Organisation internationale du Travail à la place des représentants et authentiques des organisations ouvrières indépendants de pouvoir.

Plus regrettable encore, ces personnes liées au régime et responsables du piétinement des droits des Travailleurs/euses ont même réussi à accéder à des postes au sein du conseil d'administration et d'autres commissions. C'est pourquoi nous, en tant que partie des Travailleurs/euses, des organisations ouvrières indépendantes et des retraités, exigeons l'exclusion des représentants de la République islamique de l'Organisation internationale du Travail, ainsi que la participation des véritables représentants des Travailleurs/euses au sein de cette organisation.

Vive l'unité de classe des Travailleurs/euses de tous les pays !

27 mai 2026

- » **Syndicat des ouvrier.es de la canne à sucre de Haft Tappeh**
- » **Comité de coordination pour aider à la création d'organisations syndicales**
- » **Travailleurs/euses retraités du Khuzestan**
- » **Groupe de l'union des retraité.es**